

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE N° DREAL-UID11/66-C3-2025-061**

**pris en application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, de la société  
Beltran et fils, exploitant l'installation de tri, transit et regroupement de déchets  
dangereux et de métaux sis Four à Chaux – 11 120 MARCORIGNAN**

**Le Préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-8, L. 514-5 ;

**Vu** le décret du Président de la République du 16 juillet 2025 portant nomination de Monsieur Alain BUCQUET en qualité de préfet de l'Aude à compter du 25 août 2025 ;

**Vu** le décret du 4 juillet 2022 portant nomination de Madame Lucie ROESCH en qualité de sous-préfète, secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, sous-préfète de Carcassonne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°DPPAT-BCI-2025-027 donnant délégation de signature à Madame Lucie ROESCH, secrétaire générale de la préfecture de l'Aude ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 248 en date du 30 novembre 1977 autorisant M. BELTRAN Joseph à exploiter une activité de récupération de métaux, d'alliages, de résidus métalliques d'objets en métal et de carcasses de véhicules hors d'usage sur le territoire de la commune de MARCORIGNAN au lieu-dit « la Garrigue » ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2008-11-6488 en date du 19 décembre 2008 modifiant les conditions d'exploitation de l'activité de récupération de métaux et alliages de la SARL BELTRAN et fils sur la commune de Marcorignan ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2011103-0005 en date du 18 avril 2011 actualisant le classement des installations classées pour la protection de l'environnement concernées par la nouvelle nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement « déchets » - SARL Beltran et fils à Marcorignan ;

**Vu** l'inspection conduite le 25 juin 2025 par l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 07 août 2025 ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral transmis à l'exploitant le 11 août 2025 ;

**Vu** l'absence d'observations formulées par l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 25 juin 2025, il a été constaté les faits suivants :

- l'absence de plan de défense contre l'incendie ;
- l'absence de réalisation d'un exercice de défense contre l'incendie ;

**Considérant** que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 5 et 6 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 susvisé ;

**Considérant** que, face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, en mettant en demeure la SARL Beltran et fils de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Sur proposition** de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aude ;

## **ARRÊTE**

## **ARTICLE 1 : MISE EN DEMEURE DE RÉGULARISATION**

La SARL Beltran et fils, sise Four à Chaux – 11 120 MARCORIGNAN, exploitant une installation de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et de métaux sur la commune de Marcorignan, est mise en demeure de respecter, **dans un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de :

- l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023, en réalisant un plan de défense contre l'incendie ;
- l'article 6 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 :
  - en organisant un exercice de défense contre l'incendie ;
  - en organisant une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention pour les opérateurs et intervenants dans l'établissement ;
  - en informant les opérateurs et intervenants dans l'établissement sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre.

## **ARTICLE 2 : SANCTIONS**

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans les délais prévus par ce même article, des sanctions pourront être arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant, conformément au II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

## **ARTICLE 3 : DÉLAIS ET VOIE DE RECOURS**

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Montpellier, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

## **ARTICLE 4 : AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État du département de l'Aude pendant une durée minimale de deux mois

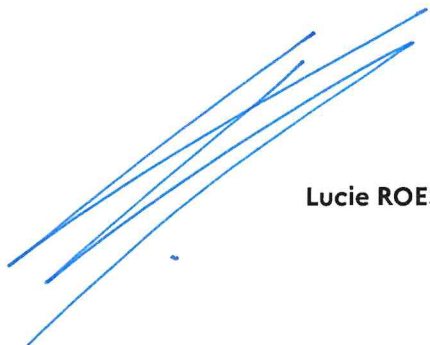
## **ARTICLE 5 : EXÉCUTION ET NOTIFICATION**

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement – chargé du service de l'inspection des installations classées, le Maire de la commune de Marcorignan, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du

présent arrêté dont une copie leur est notifié administrativement ainsi qu'à la SARL Beltran et fils,  
sise Four à Chaux – 11 120 MARCORIGNAN.

Fait à Carcassonne le **17 SEP. 2025**

Pour le préfet, et par délégation,  
La secrétaire générale de la préfecture

A handwritten signature in blue ink, consisting of several overlapping, diagonal strokes.

**Lucie ROESCH**